

Hollande-ça-va-mieux et le droit à l'impunité des délinquants



La république socialiste de Hollande-ça-va-mieux a mis le peuple qui travaille en coupe réglée par le droit à l'impunité des délinquants et par la confiscation des fruits du travail par le biais du harcèlement fiscal.

C'est une entreprise socialiste de subversion qui a peu d'exemples comparables dans le monde.

Laissant le peuple dans une égale détresse morale et matérielle, Hollande-c'est-pas-cher-c'est-l'État-qui-paye a réalisé l'égalité de la « *pauvreté socialiste égale pour*

tous» , sauf pour les copains milliardaires qui sont toujours plus égaux que les autres. Hollande-c'est-pas-cher-c'est-l'État-qui-paye a réalisé « *la république socialiste de la misère pour tous*» , mais surtout pas pour les copains de la gabegie socialiste.

Il est grand temps de célébrer la fin du quinquennat absurde de Hollande-c'est-pas-cher-c'est-l'État-qui-paye avec les frais de taxis monstrueux de la gabegie socialiste de la dame Saal.

Jamais le terme d'égalité réelle n'aura été autant galvaudé que par Hollande en campagne. En réalité, ce qu'il propose à ses contemporains, c'est l'absence de toute justice et de toute égalité devant la loi, avec le développement du communautarisme et le règne de la violence dans les quartiers de non-droit.

C'est le principe dominant de l'injustice socialiste de Hollande-ça-va-mieux avec l'impunité réelle des délinquants réels, qu'il s'agisse des familles délinquantes professionnelles venues de l'Est de l'Europe, de la Roumanie, de la Bulgarie ou du Kosovo, comme dans la scandaleuse affaire Leonarda, alors que l'on sait que la république de Hongrie a su se défendre efficacement contre ces familles de prédateurs professionnels.

Il y aurait lieu de se demander pourquoi la France est devenue ce « *pays de cocagne* » si favorable à la délinquance organisée par ces familles de prédateurs professionnels. La réponse est dans la victimisation des délinquants et dans la criminalisation socialo-communiste de la population qui travaille.

La fin de l'histoire politicienne lamentable de Hollande-ça-va-mieux apparaît comme une sorte de détronement d'un petit roitelet et de sa cour de la gauche caviar. Pour saisir la réalité de la disqualification du président normal Hollande-

ça-va-mieux, dans toute son objectivité, il n'est pas nécessaire de recourir à la polémique, ni aux mirages de la « mer des sarcasmes ». La disqualification de Hollande-ça-va-mieux est le résultat direct de sa politique partisane, le président normal socialiste ayant refusé obstinément d'incarner une « *présidence normale de tous les français* ». Victime de ses passions partisans, Hollande incarne le déclin réel de la présidence socialiste normale et la fin programmée du socialisme du XIX^{ème} siècle en France.

Si l'époque tragique du socialisme confiscateur est une peste pour les familles, pour la population qui travaille, et pour les classes moyennes, le temps est venu de la retraite pour Hollande-ça-va-mieux. La retraite dorée de Hollande-c'est-pas-cher-c'est-l'État-qui-paye est expliquée par les coups de boutoir de la Droite nationale patriote contre le déclin de la France. C'est dans un esprit de transparence et de vérité que la ligne Bleu-Marine doit examiner sérieusement et comprendre, en plus du ras-le-bol fiscal, l'attitude sincère des couches populaires qui vivent misérablement le « *déclin absolu des valeurs morales de la France* » corrompues par les idéologues-activistes de la déconstruction socialo-communiste de la société française chrétienne.

La vigueur des entreprises et de la France qui travaille a été entamée par la lutte interne menée par la république socialiste fiscaliste de Hollande-c'est-pas-cher-c'est-l'État-qui-paye, contre la modernisation et la compétitivité des entreprises et encore contre l'esprit d'entreprise. C'est l'idée même de réussite qui est trop souvent condamnée par l'idéologie socialo-communiste absurde qui entrave la production de richesses qui ne seront donc pas redistribuées. Le ras-le-bol fiscal et l'attentisme des investisseurs sont le résultat direct de la politique confiscatoire de la gabegie socialiste de Hollande-c'est-pas-cher-c'est-l'État-qui-paye.

La vigueur morale du pays réel est à son tour attaquée par les

invasions de migrants venus d'Afrique et d'Orient. Cette marée est devenue une déferlante migratoire qui ne pourra pas prendre fin avant d'avoir totalement submergé les villes et les campagnes de la France profonde. La république socialiste obscène de Hollande-« *ça-va-mieux pour les étrangers seulement* » a rendu la situation inégalitaire entre les Français qui travaillent et les étrangers sans-papiers qui bénéficient de tous les avantages sociaux, logements, indemnités, allocations diverses et variées, prélevés par la « *confiscation socialiste* » sur le dos des contribuables.

Le peuple de France a pu constater que l'égalité réelle de la république socialiste n'existe pas, face aux droits incommensurables et illimités des étrangers sans-papiers. Alors, est-ce vraiment un hasard si les citoyens électeurs placent leur confiance dans la victoire espérée et nécessaire de Marine Le Pen en 2017 ?

Ne peut-on pas voir une conséquence logique de la politique socialiste de Hollande-ça-va-mieux en faveur des migrants et des étrangers sans-papiers et sa défaite politique assurée par le vote annoncé des vrais Français en faveur de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2017. Il ne pourra compter que sur les Français de papier, les binationaux qui n'ont pas choisi le sentiment français mais la fidélité au pays d'origine, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, la fidélité au drapeau national et aux enseignements religieux de l'islam.

Ces populations de binationaux ne peuvent en aucun cas témoigner du moindre sentiment national ni patriotique français. C'est pourquoi le communautarisme des banlieues de non-droit est devenu le refuge des anti-français, des activistes et des militants résolument anti-nationaux. Ce réservoir de populations étrangères ou d'origine étrangère représente un danger de rupture sociale par le refus obstiné de s'intégrer aux règles du vivre ensemble en démocratie et aux lois de la république. C'est dans une telle situation d'abandon des règles de l'État de droit que les islamistes

font recette et que les terroristes sont initiés au refus de toute concession et de tout projet d'intégration à la France républicaine dominée par l'idéologie de la république socialiste.

Et c'est un défi politique et social quasi insurmontable que Marine Le Pen ne pourra pas ignorer.

Les rêveries socialistes de dictature idéologique ont dominé la république socialiste de Hollande-ça-va-mieux. Il ne pourra pas sauver les apparences d'une présidence normale catastrophique pour envisager sa réélection invraisemblable et entretenir les illusions re-présidentielles absurdes de « *Hollande-ça-va-mieux aux pays des merveilles socialistes* » pour espérer continuer sa politique imaginaire d'inspiration soviétique.

Thierry Michaud-Nérard